

Création de places en garderie: un projet du gouvernement s'enlise ^[1]

Author: Chouinard, Tommy

Source: La Presse

Format: Article

Publication Date: 11 Nov 2015

AVAILABILITY

[Read online](#) ^[2]

EXCERPTS

Le projet du gouvernement Couillard de revoir la façon de créer des places subventionnées en garderie a du sable dans l'engrenage. La ministre de la Famille, Francine Charbonneau, a échoué dans sa tentative de réunir pour la première fois à la même table les services de garde subventionnés et ceux qui ne le sont pas.

Les deux plus gros groupes du réseau, l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE) et l'Association des garderies privées subventionnées du Québec (AGPQ), ont en effet décliné l'invitation de la ministre. C'est un geste de rupture plutôt rare dans les relations entre un ministre et son réseau. On n'en est toutefois pas à une première à la Famille: les deux associations avaient réclamé la tête de la ministre en février dernier. Elles la soupçonnent maintenant d'avoir un parti pris pour les garderies privées non subventionnées.

Annoncé il y a un an, le projet du gouvernement Couillard concerne la création d'environ 15 000 places. Celles-ci ont déjà été attribuées par appel d'offres à des CPE - surtout - et à des garderies privées subventionnées, mais elles verront le jour seulement d'ici 2021.

En novembre 2014, Francine Charbonneau avait annoncé que les CPE sélectionnés devraient financer 50% du coût des immobilisations, au lieu de 5% comme dans le passé, pour les nouvelles installations. Elle proposait aussi que les CPE concluent des «partenariats» avec des garderies privées non subventionnées s'ils ne parviennent pas à fournir la mise de fonds. Et si des CPE abandonnent leur projet faute de financement suffisant provenant d'autres sources, les places libérées seraient réattribuées, à certaines conditions, à des garderies privées non subventionnées, disait le gouvernement. Dans tous les cas de figure, l'État ferait des économies en payant moins ou pas du tout pour les immobilisations. Peu de choses ont été faites jusqu'ici pour mettre en oeuvre le projet. Aucun partenariat n'a vu le jour.

Francine Charbonneau tente maintenant de démarrer la machine. Dans une lettre datée du 20 octobre, elle invite toutes les associations représentant des services de garde, subventionnés ou non, à une «séance de travail» sur «la révision des modalités pour la création de places». Une première. Elle veut discuter de «partenariats» entre garderies subventionnées et celles qui ne le sont pas.

L'AQCPPE et l'AGPQ croient flairer un traquenard. Elles refusent de prendre part à cette rencontre. «Les mesures que prend ce gouvernement tendent à montrer sa préférence pour les garderies privées non subventionnées, estime le directeur général de l'AQCPPE, Louis Sénécal. Il veut affaiblir un réseau de qualité pour bonifier les conditions d'un autre réseau qui n'a pas fait ses preuves.» Il croit que le gouvernement a l'intention de transférer des places vers des garderies non subventionnées. La ministre cherche ainsi à contourner les règles d'attribution de places et à remettre en question les résultats des appels d'offres, conclut-il. Rappelons que les garderies non subventionnées n'ont pu répondre aux appels d'offres pour obtenir des places - une injustice, par ailleurs, aux yeux du Protecteur du citoyen.

Samir Alahmad, de l'AGPQ, ne voit pas l'intérêt d'aller à une rencontre qui va finir en «chicane». «Les partenariats, c'est impensable et ce n'est pas faisable. Les CPE et les garderies privées non subventionnées ont des structures de gestion très, très différentes.»

La ministre se défend

Francine Charbonneau trouve «décevante» la décision des deux associations. Elle se défend d'avoir des «orientations cachées». «Il n'y a aucun geste qu'on a posé qui laisse sous-tendre de quelque façon possible qu'on veut prendre des places à l'un pour les donner à l'autre.» Le seul objectif de la rencontre est de définir les modèles possibles de «partenariat» entre CPE et garderies non subventionnées, a-t-elle ajouté. Elle souhaite commencer par des projets-pilotes.

La Coalition des garderies privées non subventionnées sera à la séance de travail. Selon sa présidente, Marie-Claude Collin, la rencontre ne viserait pas seulement des partenariats entre CPE et garderies non subventionnées. Il serait aussi question de sa proposition visant à transférer aux garderies privées des places subventionnées. Celles qui seraient inoccupées dans les garderies en milieu familial à l'heure actuelle et celles qui ne pourraient être mises en place par des CPE. «Je sais que le gouvernement a une proposition qu'il va nous remettre. Et ce que j'ai su, c'est que ça partait de notre proposition», a affirmé cette ex-candidate libérale aux élections de 2014.

Francine Charbonneau le nie: «Je n'ai jamais dit à Mme Collin qu'elle devait arrêter d'avoir des idées, mais je n'ai jamais acheté l'idée de prendre des places à l'un pour les donner à l'autre.»

L'autre association de CPE, le Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance, participera à la séance de travail, mais elle a prévenu la ministre qu'elle se réservait «le droit de quitter si ça ne va pas».

-reprinted from La Presse

Note: Please use Google Translate to read this article in English

Region: Quebec ^[3]

Tags: subsidies ^[4]

for-profit ^[5]

Source URL (modified on 27 Jan 2022): <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/15/11/cr%C3%A9ation-de-places-en-garderie-un-projet-du-gouvernement-senlise>

Links

[1] <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/15/11/cr%C3%A9ation-de-places-en-garderie-un-projet-du-gouvernement-senlise> [2]

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201511/11/01-4919596-creation-de-places-en-garderie-un-projet-du-gouvernement-senlise.php> [3] <https://childcarecanada.org/taxonomy/term/7855> [4] <https://childcarecanada.org/category/tags/subsidies> [5]

<https://childcarecanada.org/category/tags/profit>